

Mavrikos : le soi-disant « eurocommunisme » a désarmé, désintégré et soumis aux choix stratégiques du capitalisme des organisations syndicales. De

Date de mise en ligne : lundi 27 avril 2015

Description :

quels syndicats ont besoin

La Fédération Syndicale Mondiale, en tant qu'enfant de la victoire antifasciste et du besoin de solidarité internationaliste et d'unité de classe pour toute la classe ouvrière, est venue satisfaire un besoin historique devenu mûr. La FSM a porté, aux travailleurs et à tous les mouvements ouvriers du monde, l'espoir d'une lutte commune, coordonnée et forte contre les géants multinationaux, les gouvernements réactionnaires et les mécanismes impérialistes.

La contribution de la FSM a été immense et a permis de reconquérir les droits des travailleurs, de déconstruire les édifices du système colonial, le renversement de dictatures et de l'apartheid, la création de syndicats dans chaque pays, le soutien aux syndicalistes et aux combattants qui ont été chassés, incarcérés et ont vécu dans l'exil, le renforcement de la solidarité internationaliste.

aujourd'hui les travailleurs ?

- Fédération Syndicale Mondiale et luttes des travailleurs du monde -

Texte intégral de l'intervention à Paris du secrétaire général de la FSM lors de la réunion de l'UIS Agroalimentaire

"Au nom de la FSM, et des 90.000.000 de travailleurs qu'elle représente aujourd'hui, dans 126 pays, je vous adresse une salutation chaleureuse.

Notre rencontre revêt dans ces circonstances exceptionnelles une double importance. D'abord, nous discutons d'un sujet qui occupe sans cesse les travailleurs partout dans le monde. C'est un sujet que la production agricole et industrielle, ainsi que le progrès scientifique et technologique, peuvent résoudre intégralement mais la politique du profit, la politique des monopoles en entravent la solution. Il s'agit du problème de l'autosuffisance alimentaire et de l'accès des travailleurs à tous les biens sains et de qualité.

La position de la FSM et de l'UISTAACT est moderne, réaliste et de classe. Elle expose la réalité, que d'ailleurs personne ne peut cacher, au moment où on estime que 805.000.000 de gens souffrent de famine chronique et que 161.000.000 d'enfants souffrent de malnutrition. En même temps, plus de 2 milliards de la population mondiale ne sont pas suffisamment et sainement nourris, selon les directions scientifiques modernes tandis que 500.000.000 de personnes souffrent d'obésité.

Ces deux aspects différents sont les deux faces de la même médaille et le résultat de la même politique. C'est la politique des cartels qui déterminent le prix des produits. Il s'agit d'une politique qui joue avec les vies des gens, car elle est responsable de toutes les maladies alimentaires modernes. Cette politique, à l'époque de la crise capitaliste mondiale, marquée par le chômage et la réduction des salaires et des retraites, par l'attaque contre tous les droits sociaux et les droits des ouvriers, conduit des millions de familles populaires à des solutions alimentaires pas chères et de mauvaise qualité. Il est caractéristique qu'en 2011, l'Observatoire des prix du FAO a enregistré les prix d'aliments les plus élevés depuis 1990, quand il avait commencé à faire ces enregistrements, alors que les salaires sont en même temps soit très bas soit en train de subir des réductions. Il est caractéristique que même en Europe ou aux États-Unis, il peut être constaté, selon les enquêtes de plusieurs instituts, que si une famille de 4 membres décidait de suivre un programme de nutrition quotidienne sain et de bonne qualité, selon les propositions scientifiques modernes, pour tous ses membres, elle aurait besoin de plus d'un SMIC juste pour l'alimentation ! En même temps, les statistiques du FAO démontrent que même avec une agriculture « conventionnelle », en fonction du climat et des conditions de temps normales, la production agricole pourrait suffire pour couvrir les besoins d'une population mondiale qui ferait le double de la population actuelle !

En analysant cette situation multifonctionnelle, la FSM détermine sa position et organise son action. Un moment très important de ladite action était la Journée de Mobilisation Mondiale, organisée en 2012 pour les droits à l'alimentation, à l'eau et aux médicaments et la protestation devant le siège du FAO à Rome.

Nous sommes clairs : la famine n'a pas de place au 21^e siècle, l'insuffisance alimentaire n'a pas de place au 21^e siècle, les maladies alimentaires n'ont pas de place au 21^e siècle. Il en découle que la politique des monopoles et des cartels dans le secteur d'alimentation n'a pas de place au 21^e siècle. La lutte pour une alimentation suffisante, saine et de qualité pour toute la population est surtout une lutte anticapitaliste, anti-monopole et anti-impérialiste.

Nous porterons vos positions, vos réflexions, vos propositions ainsi que vos conclusions à l'issue de cette réunion, devant les organisations internationales et le FAO, via notre représentation permanente. Nous allons continuer à exercer la pression, de cette manière aussi, au profit des intérêts des travailleurs.

Le deuxième sujet, c'est que notre rencontre est très importante en raison des circonstances et du lieu où elle se déroule, car vous accueillez cette réunion internationale très importante ici à Paris, en France, on même temps que nous célébrons le 70e anniversaire de la FSM, qui a été fondée dans cette même ville.

La création de la FSM, le 3 octobre 1945, a uni le mouvement syndical dans tous les pays où celui-ci existait et constitué un très bon héritage ((« un grand acquis » ?)) pour toute l'histoire syndicale moderne. A l'occasion de cette réunion, nous voudrions rendre hommage à toute la classe ouvrière de France, pour sa contribution importante au cap historique de la FSM, à tous les syndicalistes de combat partout dans le monde, qui ont été la force motrice de la création, du renforcement et de l'action de la FSM. Notre réunion est également une occasion pour tirer des enseignements de ce cap de la FSM, qui peuvent nous aider tant pour le présent que pour l'avenir.

La FSM, en tant qu'enfant de la victoire antifasciste et du besoin de solidarité internationaliste et d'unité de classe pour toute la classe ouvrière, est venue satisfaire un besoin historique devenu mûr. La FSM a porté, aux travailleurs et à tous les mouvements ouvriers du monde, l'espoir d'une lutte commune, coordonnée et forte contre les géants multinationaux, les gouvernements réactionnaires et les mécanismes impérialistes. La contribution de la FSM était importante et a influencé la conquête des droits sociaux et ouvriers des décennies précédentes, la libération du système colonial, le renversement de dictatures et de l'apartheid, la création de syndicats dans chaque pays, le soutien aux syndicalistes et aux combattants qui ont été chassés, incarcérés et ont vécu dans l'exil, le renforcement de la solidarité internationaliste.

Malgré les efforts d'affaiblissement de la lutte commune coordonnée, par les forces qui désiraient la perturbation et la création d'une Fédération mondiale manipulée et compromise, qui serait le « bras long » du patronat au sein du mouvement syndical, la FSM a pu continuer sa lutte, réunir des forces importantes et soutenir la lutte, où qu'elle ait été entamée dans le monde, pendant ces dernières décennies.

Nous commémorerons et nous sommes reconnaissants parce que le mouvement ouvrier français et la confédération historique et de lutte, comme c'était le cas à cette époque, la CGT, ont hébergé le siège de la FSM pendant la première période, entre 1945 et 1953.

Nous commémorerons et nous rendons hommage au français Louis Salliant, le premier secrétaire général de la FSM

Louis Salliant est né en novembre 1910 et était fils d'ouvrier. Il travaillait comme menuisier. En 1937, il a été élu secrétaire de la Confédération nationale des menuisiers et est devenu membre du Comité administratif de la CGT en 1938. Il était actif contre l'occupation allemande. En 1944, il a été élu président du Conseil national de la Résistance et fut secrétaire de la CGT de 1944 à 1948. D'octobre 1945 jusqu'à octobre 1969, il était secrétaire général de la FSM et après 1969 président d'honneur de la FSM. Il a également reçu le Prix Lénine international pour la Paix en 1958, pour son action importante pour la paix.

Nous commémorerons et exprimons notre respect pour le Français Pierre Gesnous, également secrétaire général de la FSM.

Né en juillet 1925 et métallurgiste, il est devenu membre du PCF en 1945. Il a été élu secrétaire général de la Fédération nationale des métallurgistes de la CGT en 1954. Il était président de la TUI Metal and Mining de 1959 à 1962 et secrétaire en 1964. De 1965 à 1969, il était secrétaire général adjoint de la FSM et en 1969, lors de son 17e congrès, a été élu secrétaire général.

Nous commémorerons l'action importante de la CGT. Les travailleurs de France, imprégnés de l'héritage remarquable de la Commune de Paris et de sentiments républicains et d'égalité profonds, ont mené, lors de ces décennies, une lutte considérable qui a eu un impact sur l'évolution des conquêtes ouvrières sur un niveau mondial.

- En mobilisant un mouvement de lutte massif à la fin des années 30, la classe ouvrière de France a eu des

victoires notables : les 40 heures, la hausse des salaires, la sécurité sociale, les congés payés. En 1937, la CGT représentait 5,3 millions de membres, alors qu'en 1936 elle ne représentait qu'un million.

- Malgré la pénalisation de leur action, les syndicalistes communistes et avant-gardistes français ont organisé une action antifasciste considérable contre l'occupation allemande. Ce processus, l'isolement consécutif des réformistes de la CGT, les conquêtes sociales et la nationalisation de secteurs stratégiques comme le gaz, l'électricité et les mines, ont inspiré les travailleurs et cultivé l'attachement aux valeurs de la lutte syndicale de classe. La CGT, d'un million et demi membres en 1936, a atteint 6.000.000 membres en 1946.

Depuis la création de la FSM en octobre 1945, ici à Paris, la classe ouvrière de France, et son avant-garde, la CGT, ont marché avec la FSM pendant plusieurs décennies. Les travailleurs en France, en Europe, partout dans le monde ont bénéficié de cette relation étroite. La lutte commune a apporté :

- Des conquêtes et des droits pour la classe ouvrière, comme la sécurité sociale, les contrats collectifs, les libertés démocratiques et syndicales, le droit à la santé, à la culture, à l'éducation.
- La lutte commune a pu révéler et saper les impérialistes et leurs objectifs, qui étaient de corrompre le mouvement syndical et de le soumettre au plan Marshall et aux plans de la bourgeoisie internationale.
- Elle a soutenu les mouvements de libération nationale et la lutte anticoloniale dans tous les continents, en organisant des mobilisations internationales grandioses.
- La FSM a assumé son rôle lors de sa participation à des rencontres et à des organisations internationales, en obtenant l'inscription de dispositions positives dans des accords et protocoles internationaux en faveur de la classe ouvrière mondiale et du mouvement syndical.

Les objectifs commun et fraternel de la CGT et de la FSM ont commencé à rencontrer des problèmes et des difficultés avec le renforcement en Europe des théories du soi-disant « eurocommunisme ». Ces théories qui ont empoisonné la plupart des organisations syndicales en Europe, ont produit un recul concernant les intérêts de la classe ouvrière dans tous les pays.

Nous pensons qu'il est important, pour la classe ouvrière moderne, d'étudier l'histoire du mouvement, non simplement comme un ensemble d'événements historiques mais afin d'acquérir des connaissances et des outils pour le présent et l'avenir.

Que disait le soi-disant « eurocommunisme » et comment il a pu désarmer et désintégrer des organisations syndicales et les soumettre aux choix stratégiques du capitalisme ?

Ce flux, qui voulait se séparer de la route que suivaient les pays socialistes et voulait se diriger vers une cogestion du capitalisme avec la social-démocratie, promouvait et soutenait un « chemin intermédiaire vers un socialisme démocratique et de liberté ». Il cachait, avec des jolis mots, ses vrais buts qui étaient la cogestion du capitalisme avec la social-démocratie, au niveau institutionnel et gouvernemental. En substance et dans la pratique, les mouvements qui ont suivi l'eurocommunisme, ont refusé le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière pour les changements sociopolitiques, ont soutenu le choix stratégique des Etats Unis et du Royaume Uni, qui était le renforcement de la CEE, en tant que bloc hostile à l'Union soviétique et aux autres pays socialistes, ont adopté les théories de « deux hyperpuissances et de répartition du monde », ont absolutisé les « particularités nationales » et ont dévalorisé les principes généraux de la philosophie marxiste. Ils ont très rapidement promu le parlementarisme et la participation conjointe avec les capitalistes et les partis bourgeois aux « centres de prise de décisions », comme le seul chemin pour des renversements sociaux.

La décision du 20e congrès du PC de l'Union soviétique pour la « coexistence paisible entre socialisme et capitalisme », a renforcé ces théories.

En plus, l'eurocommunisme s'est prévalu de problèmes réels qui existaient dans les pays du système socialiste, comme la bureaucratie, le manque de démocratie socialiste, le retard théorique dans l'analyse et la solution de nouveaux phénomènes et l'appréciation erronée de la part du PC de l'Union soviétique et des autres PC, quant à l'analyse du système capitaliste. L'exploitation de ces points faibles, des retards et des erreurs rapprochait de plus en plus, au début en suivant une route parallèle, les opportunistes et les sociaux-démocrates.

Ce cap a conduit, à la phase suivante, à la participation des PC de l'Europe occidentale à des gouvernements de coalition avec les partis sociaux-démocrates, à l'acceptation de politiques anti-ouvrières et de méthodes antidémocratiques et, finalement, au changement du caractère de ces PC, jusqu'à leur transformation en simples joueurs et cogérants, en partenaires des partis bourgeois et, donc, coresponsables de cette politique anti-ouvrière. En Espagne, en France, en Italie, au Royaume Uni, les exemples sont très concrets. La route et l'aboutissement, la transformation et la liquidation de plusieurs partis historiques offre aujourd'hui de l'expérience et de la connaissance en vue d'éviter pareilles méthodes.

L'évolution de l'eurocommunisme n'était pas sans influence sur le mouvement syndical européen et international. Les gouvernements bourgeois des pays de l'Europe occidentale ont suivi des politiques raffinées de zig-zag et de concessions, sous la pression de la lutte, mais en même temps ils faisaient de la propagande sur le fait que les réformes capitalistes sont la seule stratégie réaliste pour la classe ouvrière.

En absolutisant les processus de « participation », de la soi-disant « participation des ouvriers aux profits des entreprises capitalistes » du soi-disant « dialogue social », de la soi-disant « participation des ouvriers à l'administration des entreprises », et d'autres configurations, les gouvernements des sociaux-démocrates et des opportunistes ont formé et renforcé l'aristocratie ouvrière, laquelle à petits pas mais avec constance, s'est transformée en serviteur des gouvernements et en outil du système politique bourgeois.

L'aristocratie ouvrière, avec les patrons et les gouvernements, a transformé de grandes organisations syndicales en mécanismes bureaucratiques, en écoles de coopération et de soumission de classe, en mécanismes de carriérisme, d'enrichissement et de corruption. Ils ont pu construire, de cette manière, une plateforme réformiste au sein du mouvement syndical de la classe ouvrière.

En même temps, l'idée de syndicalisme gouvernemental s'est renforcée au sein de grandes organisations syndicales en Europe et plusieurs grands syndicats nationaux se sont étroitement liés aux mécanismes d'Etat et de la gestion capitaliste étatique. Le syndicalisme gouvernemental avec le syndicalisme patronal ont sapé l'idée du syndicalisme et ont réduit dans la conscience des gens l'importance de l'action collective.

Étape par étape et de manière méthodique, de tels chefs ont pris le contrôle des organisations syndicales historiques et de lutte et les ont transformées en mécanismes qui n'étaient pas du tout dangereux pour la bourgeoisie. En se servant de théories qu'ils ont créées, ils ont conduit des organisations syndicales à ICFTU-ITUC, avec le faux argument qu'ils peuvent changer ces organisations « depuis l'intérieur ». La vie a démontré que ce n'était pas l'ITUC qui a changé et qui s'est transformée.

Le dommage qu'a produit l'eurocommunisme dans le mouvement syndical n'était ni temporaire ni limité en Europe. Il a un impact négatif permanent et diffuse le poison du réformisme jusqu'à aujourd'hui. Il a en même temps embrassé tous les continents et a trouvé des soutiens dans des dizaines de pays. Les résultats négatifs étaient nombreux et sur tous les niveaux. Des organisations syndicales ont été liquidées, d'autres ont été divisées, des nouvelles

organisations ont été fondées, lesquelles, dès leur fondation ont marché avec les théories de la classe bourgeoise. La stratégie de la social-démocratie dans les masses populaires de travailleurs s'est renforcée, des combats de travailleurs ont été sapés et trahis par des syndicalistes bureaucrates, et, dans un tel climat, beaucoup de travailleurs ont abandonné les syndicats et ont cessé d'en être membres.

Le résultat de cette situation n'était pas seulement que la classe ouvrière mondiale a perdu des acquis et des droits mais que le prestige de l'action collective, de la lutte organisée, de la solidarité ouvrière a été diminué et que des principes et des valeurs, que le mouvement ouvrier avait acquis, au moyen de luttes longues et sanglantes, ont été calomniés.

Certaines forces syndicales réformistes, notamment d'Europe, ont essayé, entre 1991 et 1995, de liquider la FSM, en soutenant que les « idéologies étaient finies », « qu'il n'y a plus de classe ouvrière », que « on va transformer, moderniser et démocratiser depuis l'intérieur le FMI et l'ICFTU- ITUC ».

La vie a démontré l'inverse. La vie a démontré que ces mécanismes deviennent de plus en plus réactionnaires et anti-ouvriers. En même temps, de grandes organisations syndicales, en intégrant ces mécanismes, ont perdu leur identité de lutte, leur prestige et leur orientation de classe. Leur présence dans les mécanismes réactionnaires les rend coupables de politiques réactionnaires.

De quels syndicats a-t-on besoin aujourd'hui ?

Dans cette circonstance de la crise capitaliste mondiale, de l'attaque contre tous les acquis ouvriers, du chômage élevé et de la dégradation des services sociaux, notre expérience nous a préparés plus que jamais à répondre à la question de savoir quel est le type de syndicat dont nous avons besoin aujourd'hui.

La FSM a une position claire et à partir de cette position fait appel à la coopération, à l'action commune, à la marche avec tous les travailleurs, les syndicats et les organisations syndicales. Aujourd'hui, nous avons besoin de syndicats qui :

- 1) ont une orientation de classe et de lutte et sont des organisations des travailleurs qui se battent contre le capital et l'impérialisme
- 2) assurent un fonctionnement démocratique et des procédures ouvertes, ainsi que le respect de leur base et de leurs membres, avec un contrôle ouvrier. Il faut un renouvellement fréquent à tous les niveaux et l'élection de dirigeants issus de la base. Les leaders doivent être honnêtes, respectueux de la critique, de l'autocritique et de la discipline et contre la bureaucratie, la corruption et l'élitisme.
- 3) réalisent l'unité de tous les travailleurs, sans distinction de race, de couleur, de convictions religieuses, de sexe. Les syndicats doivent se battre en vue de construire l'alliance populaire avec les agriculteurs pauvres, les petits producteurs indépendants ((au lieu de « auto-employés »)), la jeunesse, dans le combat contre les monopoles. Les syndicats doivent les unir et les conduire vers la résistance et non pas la compromission.
- 4) ont un caractère internationaliste, qui va construire la solidarité et la coopération internationale de travailleurs. Il pourra également construire le soutien moral et pratique entre la classe ouvrière de tous les secteurs et de tous les pays, qui se bat pour la liberté, pour des droits démocratiques et syndicaux, pour sa vie et ses droits.
- 5) utilisent toutes les formes de lutte, de la plus simple à la plus compliquée, et pourront mettre en avant des objectifs

qui peuvent conduire à la satisfaction des besoins modernes de tous les travailleurs et non pas les objectifs que les patrons, eux, peuvent satisfaire. Ces objectifs doivent en même temps pousser la lutte vers l'avant, en illustrant le besoin de l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

6) interviennent auprès des organisations internationales, afin d'exiger des solutions au profit des travailleurs et des droits et libertés syndicaux et des droits pour les ouvriers, sous toutes les formes possibles.

7) peuvent apprendre à la classe ouvrière et aux travailleurs à admirer l'histoire de leur peuple, leurs traditions, leur culture et l'histoire du mouvement ouvrier international.

Nous avons besoin de syndicats qui peuvent transmettre aux travailleurs l'attachement à la valeur de la lutte et la faculté d'y être capables et utiliser l'expérience du mouvement syndical international en vue de renforcer leur lutte moderne.

De cette manière, nous construisons un mouvement syndical de classe fort, capable d'atteindre les attentes de la classe ouvrière et les exigences de nos jours. Nous sommes ouverts à toute coopération et lutte commune qui va dans ce sens-là.

Nous tendons notre main internationaliste à la classe ouvrière de France, aux syndicalistes de lutte en France, aux forces syndicales de classe de ce pays important.

Nous avons parcouru ensemble un long chemin, la FSM n'a jamais cessé ses relations fraternelles avec le mouvement syndical français. Il y avait, même aux époques les plus dures, des organisations syndicales qui soutenaient la FSM, comme la FNAC, la FNIC, le syndicat des ouvriers de bâtiments, des syndicats du secteur de transport ; il y avait d'autres combattants et des cadres syndicaux isolés. Nous remercions tous ces camarades et nous pensons que notre lutte commune sert la base afin de rouvrir un cap commun avec la classe ouvrière de France. La FSM, dans sa marche nouvelle moderne qu'elle a entamée depuis 2005, a besoin du mouvement syndical de France et nous estimons que la FSM, quant à elle, peut être utile de plusieurs manières, pour le mouvement français. De notre côté, nous sommes toujours prêts et ouverts. Nous adressons un appel ouvert à tous ceux qui s'inquiètent pour le présent et l'avenir des nouvelles générations et rêvent d'un monde sans exploitation capitaliste ni guerres impérialistes.

Avec eux, nous pouvons engager le dialogue et discuter, indépendamment des différences idéologiques et politiques. La nécessité d'une telle coordination de tous les syndicats de lutte est, dans les circonstances actuelles de la crise profonde du système capitaliste, une priorité afin de pouvoir résister aux politiques anti-ouvrières barbares, qu'appliquent l'UE, le FMI, la BCE et tous les mécanismes anti-populaires internationaux. C'est seulement par la coopération, de la base jusqu'au sommet, que nous pourrions résister aux politiques anti-populaires qu'appliquent, de manière coordonnée, tous les gouvernements en Europe, qu'ils soient néoconservateurs ou sociaux-démocrates.

Frères et camarades, en terminant, je veux lancer un appel à toutes les organisations-membres et les amis de la FSM, à organiser des activités et des initiatives pour célébrer le 70e anniversaire de la FSM. Nous pensons qu'il est très utile de souligner, lors de ces activités, l'activité riche de la FSM, de se prévaloir de notre expérience internationaliste, d'étudier et d'analyser nos erreurs et nos points faibles. Nous devons mener un combat contre les retards et les points faibles. C'est de cette manière-ci, avec la critique et l'autocritique, que nous ouvrirons les chemins de demain.

16 avril 2015

Post-scriptum :

Le titre est de la rédaction d'Alger républicain. La traduction du texte a été légèrement revue.